



**PRÉFET  
DU PUY-DE-DÔME**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale Cantal/Allier/Puy de Dôme  
7 Léo Lagrange  
63000 Clermont-ferrand

Clermont-ferrand, le 15/09/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 06/06/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **AUBERT & DUVAL ALLIAGES**

Aciérie des Ancizes  
BP 1  
63770 Les Ancizes-Comps

Références : 20250908-RAP-63-0819-Insp\_A&D\_LesAncizes  
Code AIOT : 0005600289

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/06/2025 dans l'établissement AUBERT & DUVAL ALLIAGES implanté Aciérie des Ancizes BP 1 63770 Les Ancizes-Comps. L'inspection a été annoncée le 27/05/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Inspection prévue dans le cadre du plan pluriannuel de contrôles de l'inspection des installations classées

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- AUBERT & DUVAL ALLIAGES
- Aciérie des Ancizes BP 1 63770 Les Ancizes-Comps
- Code AIOT : 0005600289
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Depuis plus de cent ans, l'usine AUBERT & DUVAL des Ancizes élabore et transforme des aciers alliés, des alliages et des super-alliages à hautes caractéristiques, destinés en particulier aux industries de pointe mettant en oeuvre des technologies avancées. Les principales activités potentiellement polluantes du site sont :

- le stockage de matières premières et déchets,
- l'élaboration d'aciers et de super-alliages,
- le traitement à chaud par forgeage, par laminage, par trempe (avec utilisation d'huiles),
- les opérations de décapage, usinage, finition et maintenance.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Dans le cadre de cette inspection, les sujets suivants ont fait l'objet d'un point d'avancement :

- Pollution au droit de la zone SR2 : la proposition du PCT est prévue pour fin 2025 ;
- Pollution au droit du PZ2 : le diagnostic a été réceptionné par la DREAL le 26 mai 2025 ;
- Projet Eau : la version finale du projet a été réceptionnée par la DREAL le 2 juin 2025 ;
- Four H24 : le porter à connaissance a été réceptionné par le DREAL le 18 juin 2025.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Suites IEM/ERS	Lettre du 18/10/2023, article _	Avec suites, Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	12 mois
4	Lanterneaux Aciérie	Lettre du 18/10/2023, article _	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	7 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Traitement des eaux - modélisation acceptabilité des rejets	Arrêté Préfectoral du 15/04/2021, article 3.2	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
2	Traitement des eaux - diminution des contributions à la source	Arrêté Préfectoral du 15/04/2021, article 3.2	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5	Evolution de la surveillance environnementale	Arrêté Préfectoral du 15/04/2021, article 10.2.2.1	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
6	Matériel de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 23/01/2017, article 8.71	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
7	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66-A	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées devra réceptionner en 2026 :

- l'étude aéraulique réalisée par le bureau d'étude EOLIOS permettant de justifier le bon dimensionnement du nouveau lanterneau de l'aciérie, intégrant les résultats de l'expertise réalisée par EuroLorraine sur les émissions diffuse ;
- l'actualisation de l'ERS/IEM du site.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Traitement des eaux - modélisation acceptabilité des rejets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/04/2021, article 3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Traitement des eaux industrielles
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 30/01/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 05/08/2024</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'exploitant réalise une étude hydraulique des eaux industrielles de son site. Cette étude quantifie les quantités d'eaux utilisées dans les différents ateliers, caractérise les rejets de ces ateliers et identifie des actions pérennes permettant de diminuer les consommations d'eau du site, de traiter les pollutions au plus près des sources d'émission et de rechercher une diminution maximale en particulier sur les paramètres Chrome, Nickel, Cuivre, Zinc, DBO<sub>5</sub>, DCO, Nitrites et Phosphore. Cette étude sera transmise à l'inspection au plus tard le 31 décembre 2021.</p>
<b>Constats :</b> <p>L'exploitant a transmis à l'inspection pour courriel :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le 21 novembre 2024 puis complété le 28 mai 2025 : le dossier de proposition de surveillance des rejets de l'établissement A&amp;D des Ancizes qui inclut l'étude de janvier 2024 sur les métaux biodisponibles des rejets aqueux ;</li> </ul>

<p>- le 26 mai 2025 : le plan de recollement et le dossier de description du bassin laitier ;</p> <p>- le 18 juin 2025 : l'avant projet détaillé du Projet eau incluant le Bassin de Stockage-Restitution (BSR), les bassins d'orage dont le bassin laitier et la station d'épuration (STEP), les études hydrauliques du bassin versant de l'usine et de la Viouze réalisées par SOMIVAL, l'étude technico-économique du BSR réalisée par SOMIVAL et les études géotechniques du BSR et de la STEP réalisées par FONDASOL.</p> <p>Le projet Eau représente pour A&amp;D un investissement d'environ 12 millions d'euros comprenant la réalisation du BSR, des bassins d'orage et de la STEP. La durée des travaux est estimée à 3-4 ans et les travaux s'étaleront sur au moins 6 ans :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- BSR de 12 000 m<sup>3</sup> associé à un bassin de réoxygénation (ouvrage de prétraitement) : 16 mois,</li> <li>- Bassins d'orage : 7 mois,</li> <li>- STEP : 20 mois.</li> </ul> <p>Le coût de fonctionnement de la STEP est estimé à 350 000 € par an.</p> <p>Lors de la visite, l'inspection a constaté que le déboisement sur la zone au droit du futur BSR a été réalisé et l'exploitant souhaite démarrer les travaux du BSR à partir de l'automne 2025. Le planning prévisionnel pour la suite des travaux est le suivant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 2027 : construction des bassins d'orage,</li> <li>- 2028/2029 : affinage des chiffrages pour la STEP notamment avec le prétraitement du BSR et construction de la STEP,</li> <li>- 2030 : mise en service de la STEP.</li> </ul> <p>Cf. instruction en cours du DOSEP Projet Eau</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Concernant la prise en compte de la biodisponibilité des métaux, l'exploitant devra compléter son rapport par une proposition de surveillance et de valeurs réglementaires pouvant être retenues en tenant compte de ces paramètres.</p> <p>L'inspection statuera sur ce sujet afin de permettre de définir le domaine de traitement garanti de la future station d'épuration et les objectifs de traitement finaux.</p> <p>L'étude hydrologique doit être menée sous 6 mois et transmise à l'inspection.</p> <p>L'exploitant proposera alors un planning de travaux afin de mettre en place les installations de traitement précédemment étudiées.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

## N° 2 : Traitement des eaux - diminution des contributions à la source

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/04/2021, article 3.2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Traitement des eaux industrielles</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 30/01/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : /</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant réalise une étude hydraulique des eaux industrielles de son site. Cette étude quantifie</p>

les quantités d'eaux utilisées dans les différents ateliers, caractérise les rejets de ces ateliers et identifie des actions pérennes permettant de diminuer les consommations d'eau du site, de traiter les pollutions au plus près des sources d'émission et de rechercher une diminution maximale en particulier sur les paramètres Chrome, Nickel, Cuivre, Zinc, DBO<sub>5</sub>, DCO, Nitrites et Phosphore. Cette étude sera transmise à l'inspection au plus tard le 31 décembre 2021.

**Constats :**

L'exploitant a indiqué avoir réceptionné fin 2024 et mis en service en janvier 2025 le bassin de décantation du secteur quai laitiers d'un volume utile de 820 m<sup>3</sup> permettant de :

- la collecte des volumes de pluie correspondant à un épisode pluvieux jusqu'à 72h et d'occurrence décennale;
- la décantation des matières présentes dans les eaux pluviales et leur collecte dans un ouvrage de 20 m<sup>3</sup> en sortie de bassin permettant leur hydrocurage;
- la régulation du débit de sortie à 40 m<sup>3</sup>/h maximum.

L'inspection a pu constater le jour de l'inspection sa présence et sa mise en service opérationnelle. L'exploitant a transmis à l'inspection pour courriel du 26 mai 2025 le plan de recollement du bassin ainsi qu'un dossier descriptif de l'ouvrage (description, travaux et entretien).

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 3 : Suites IEM/ERS**

**Référence réglementaire :** Lettre du 18/10/2023, article \_

**Thème(s) :** Risques chroniques, risques sanitaires

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 30/01/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
- date d'échéance qui a été retenue : 05/08/2024

**Prescription contrôlée :**

Je vous demande de me faire parvenir sous trois mois une réponse aux éléments soulevés dans le rapport joint (instruction ERS/IEM), dans les parties analyse de l'inspection et conclusion, qui reprend aussi les demandes de l'ARS. Vous présenterez également les actions prévues et le planning de réalisation en respectant les priorités affichées dans le rapport.

**Constats :**

Station météo :

Une première station météo acquise par Aubert et Duval (station météo Vantage Pro2 du constructeur Davis Instruments) a été installée début 2024. L'anémomètre a été directement placé en toiture de l'aciérie, le reste des appareils étant au sol. Or plusieurs problématiques ont été rencontrées :

- Il s'avère qu'avec cette configuration, il n'est pas possible d'enregistrer les données de l'anémomètre, seule une indication visuelle en temps réel est reportée sur une console;
- D'autre part, lors d'une visite du bureau d'études Eurolorraine, ce dernier a indiqué que l'emplacement de l'anémomètre n'est pas judicieux car trop influencé par le bâtiment aciérie.

Du coup, un mât télescopique a été acheté afin de relier tous les appareils entre eux et de les placer dans les meilleures conditions. Il a été implanté à l'endroit utilisé par la société EVADIES pour la réalisation de la surveillance environnementale, à proximité des parkings (plan de

localisation disponible).

L'installation est effective depuis le 1er trimestre 2025.

#### Surveillance des débits d'émission sur DP1/DP2 :

Afin de faciliter l'enregistrement et le traitement des informations débit et concentration en poussières en sortie de cheminée DP1 et DP2, la société SICK a également été retenue pour l'installation des débitmètres sur les deux cheminées. Les deux débitmètres choisis pour les cheminées DP1 et DP2 (modèles FLOWSIC100 du fournisseur Sick) ont été installés fin juillet 2024 par Sick (rapport d'intervention disponible). A cette occasion, la maintenance semestrielle ainsi que le QAL3 des deux opacimètres ont été réalisés. Le rapport d'intervention est également disponible.

#### Gestion des opérations d'oxycoupage :

L'externalisation de ces opérations chez des sous-traitants proches géographiquement, a été étudiée mais ne pourra être retenue, ceux-ci n'étant pas en mesure de les réaliser dans des conditions satisfaisantes de sécurité et de protection de l'environnement.

La modification des fosses de coulées a aussi été regardée dans l'objectif de diminuer la taille des blocs et de permettre un ré-enfournement direct sans découpe. Les fosses ayant plusieurs fonctions, les modifications proposées sont trop complexes et coûteuses à mettre en oeuvre et n'ont pas été validées par la Direction.

Les réflexions sont donc encore en cours et il est à noter que depuis le début d'année 2024, l'aciérie n'a pas rencontré d'incident industriel nécessitant de la découpe par oxycoupage à l'air libre.

#### Mesures de la biodisponibilité des métaux dans les sols :

Pour la réalisation de l'IEM, des prélèvements de sols autour de l'usine avaient été réalisés et pour les calculs de risque, des hypothèses avaient été prises pour les teneurs en métaux dans les sols en appliquant un ratio de solubilité pour certains métaux afin d'être le plus représentatif possible des conditions d'exposition. Pour ces calculs, la bioaccessibilité des métaux n'avait toutefois pas été évaluée. Avec ces hypothèses, l'IEM concluait à un milieu vulnérable en ce qui concerne le plomb (pour les effets à seuil pour la cible enfant) localement dans la zone à proximité immédiate Nord des dépoussiéreurs, occupée par des habitations et compatible avec les usages pour les autres composés.

Afin de lever les incertitudes sur la part bioaccessible des métaux dans le sol, la société ABO-ERG a procédé à de nouveaux prélèvements des sols de surface au niveau des zones A3 et A4 les plus exposées et correspondant également aux points de contrôle de la qualité de l'air ambiant. Puis des essais de bioaccessibilité ont été réalisés selon le protocole du test UBM validé pour les métaux As, Cd et Pb. Ceux-ci ont montré que les métaux sont globalement peu bioaccessibles et la mise à jour des calculs de risque permet de conclure que l'état des milieux est compatible avec les usages. La note technique d'ABO-ERG détaillant les investigations et l'interprétation des données est disponible. Ces données seront intégrées lors de la reprise du calage de l'ERS.

Au 06/06/2025, une partie des études attendues pour la mise à jour de l'ERS-IEM sont toujours en cours, notamment en niveau de l'aérateur et des dépoussiéreurs (cf. point de contrôle suivant relatif aux lanterneaux de l'aciérie).

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Les nouveaux éléments apportés et en cours de réalisation (notamment données de la nouvelle station météo, surveillance environnementale 2024 et 2025, mesures en continu du débit des DP1 et DP2, mesures en continu des émissions diffuses de l'aérateur, bioaccessibilité des métaux,**

<b>étude aéraulique du nouveau aérateur) seront à intégrer à l'actualisation de l'ERS/IEM.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 12 mois

#### N° 4 : Lanterneaux Aciérie

<b>Référence réglementaire :</b> Lettre du 18/10/2023, article _
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, risques sanitaires
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 30/01/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 05/05/2024</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Enfin, par un courrier du 13 juillet 2023, vous m'avez indiqué que le lanterneau de l'aciérie s'était fortement dégradé et que son remplacement ne pourrait pas intervenir avant l'été 2024. Ce dernier étant un fort contributeur concernant le risque sanitaire pour les populations voisines, je vous invite à rechercher des solutions permettant d'accélérer sa remise en état. Dans cet intervalle, je vous demande de mettre en place des dispositions transitoires afin de limiter l'impact de cette situation dégradée sur les émissions atmosphériques du site. Je vous remercie de m'informer sous un mois des mesures que vous aurez ainsi prises.</p>
<b>Constats :</b> <p>L'étude aéraulique réalisée par le bureau d'étude EOLIOS est toujours en cours, des compléments et corrections étant attendus.</p> <p>Cependant, l'étude a montré qu'un aérateur de 40 m de longueur, au même positionnement qu'actuellement, permet une évacuation efficace de la chaleur et des émissions diffuses. Il est recommandé d'ouvrir le futur aérateur sur toute sa longueur (actuellement fermeture des 2/3 de la surface). Le rapport souligne également une problématique d'équilibre entre entrée et extraction d'air, avec trop peu d'ouvertures, mal réparties et créant des perturbations.</p> <p>Pour ce qui est du remplacement de l'aérateur, le chantier de désamiantage a débuté en mai et s'est terminé fin août 2024.</p> <p>Le nouvel aérateur est ouvert sur toute la longueur (soit 40 m) et les volets sont en position moitié ouverte depuis les tests de fonctionnement réalisés fin août 2024. Le certificat de conformité est disponible.</p> <p>Le jour de l'inspection, l'exploitant a confirmé que l'aérateur est ouvert en totalité.</p> <p>Pour la surveillance des émissions diffuses dans le nouvel aérateur, en parallèle de l'étude EOLIOS, l'exploitant a rencontré la société Euroloiraine, spécialiste de la métrologie des émissions diffuses. Ce bureau d'études est à même de réaliser des mesures d'émissions diffuses en lanterneau et également de concevoir un dispositif de mesure en continu des émissions, dans l'esprit de l'ancien équipement ICARE mais de manière optimisée et plus fiable.</p> <p>Ainsi la société Euroloiraine a réalisé la surveillance des émissions diffuses du 7 au 17 octobre 2024. Sur les deux semaines de mesure, des prélèvements ont pu être faits sur les deux filières d'affinage au four poche et à l'AOD. Le programme AOD a été fortement perturbé par des pannes, mais les prélèvements devraient suffire pour déterminer un facteur d'émission de</p>



<p>poussières diffuses par tonnes élaborées en fonction des filières d'affinage.</p> <p>La campagne de mesure des émissions diffuses en sortie d'aérateur a permis de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- caractériser les fumées par l'analyse des métaux réglementés et du chrome VI, des PCDD/F, des HAP, des COV dont le benzène, du CO, des NOx et du SO<sub>2</sub> pour chaque famille de nuances (selon affinage en filière AOD ou Four Poche) ;</li> <li>- mesurer les vitesses des fumées à l'aide de 4 anémo-thermomètres.</li> </ul> <p>Elle a mis en évidence les constats de mesures suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les concentrations en poussières et débits relevés supérieurs aux données mesurées avec l'ancien aérateur ;</li> <li>- les données utilisées pour le bilan de l'autosurveillance des rejets atmosphériques de l'aciérie entraînant un dépassement du facteur d'émission maximal de 150 g/T d'acier depuis janvier 2025.</li> </ul> <p><b>L'exploitant a engagé les actions suivantes suite au dépassement du facteur d'émission :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <u>Mesure en continu des débits d'émission sur DP1/DP2</u> : Débitmètres installés et fonctionnels mais historisation des données non opérationnelle empêchant l'exploitation des données et un calcul fiable des flux de poussières rejetés ;</li> <li>- <u>Mesure en continu des émissions diffuses</u> : Dimensionnement d'un système de mesure des concentrations et débits par la société EuroLorraine dont le principe est de collecter un échantillon représentatif via 8 points d'aspiration dans l'aérateur, puis mesurer la concentration en continu à l'aide d'une sonde tribo-électrodynamique. Le cahier des charges est en cours de rédaction. Le CdC relatif à la mise en œuvre du système d'aspiration a été envoyé semaine 23, soit début juin 2025 ;</li> <li>- <u>Expertise des systèmes de captation et de traitement des fumées (DP1/DP2)</u> : Mesures réalisées en semaines 20 et 21 (soit mi-mai 2025) sur les systèmes DP1 et DP2 dans le but de statuer sur l'adéquation des réglages actuels des installations et d'identifier des optimisations de l'efficacité de captation ainsi que d'étudier des opportunités d'accroissement de capacité et d'efficacité des installations ;</li> <li>- <u>Etude de l'ajout d'entrée d'air en partie basse de l'aciérie afin de maîtriser les entrées d'air et de favoriser la captation des poussières de l'atelier par les hottes des dépoussiéreurs</u> : Identification et chiffrage d'une solution attendue pour le 1er trimestre 2026.</li> </ul>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant devra transmettre à l'inspection avant le second trimestre 2026 l'étude aéraulique réalisée par le bureau d'étude EOLIOS permettant de justifier le bon dimensionnement du nouveau lanterneau de l'aciérie, intégrant les résultats de l'expertise réalisée par EuroLorraine sur les émissions diffuses.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 7 mois</p>

#### N° 5 : Evolution de la surveillance environnementale

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/04/2021, article 10.2.2.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance environnementale</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 30/01/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : {Non Renseigné}</li> </ul>

**Prescription contrôlée :**

Ce plan vise à assurer la maîtrise et la réduction des émissions atmosphériques de l'usine des Ancizes, surveiller

ses impacts sur l'environnement et améliorer la connaissance des effets liés à ses rejets.

Il comprend [...]

° un programme de surveillance des effets de l'établissement hors site, établi notamment compte tenu des voies de transfert, du modèle de fonctionnement, de la nature des polluants émis et des usages sur les zones potentiellement impactées par les rejets atmosphériques de l'usine.

Il comportera nécessairement des mesures dans l'air ambiant sur ces secteurs, dont les résultats feront l'objet d'une interprétation ;

° une démarche formalisée d'amélioration continue de la connaissance des impacts sanitaires de l'usine hors site, intégrant :

-la vérification de la cohérence des données météo prises en compte dans l'évaluation quantitatives des risques sanitaires avec celles obtenues par ATMO Auvergne Rhône Alpes sur la station des Ancizes implantée en 2006 ;

-la réalisation de mesures faites au titre de la surveillance des effets du site sur l'environnement (interprétation sanitaire de l'état des milieux ou caractérisation du « risque vécu »).

**Constats :**

La première campagne de surveillance environnementale a été réalisée sur les mois de novembre et décembre 2023. L'organisation des mesures a été confiée au bureau d'étude ABO-ERG ayant réalisé l'ERS-IEM, qui a sous-traité la mise en œuvre au bureau d'études EVADIES.

Une note technique d'ABO-ERG interprétant les écarts entre les mesures réalisées et le modèle de dispersion est disponible. Cette note comporte le rapport d'EVADIES présentant la méthodologie mise en œuvre et les résultats d'analyses. Cette première campagne a montré des valeurs mesurées inférieures ou du même ordre de grandeur que les valeurs modélisées dans l'ERS.

Avec l'avis d'ABO-ERG, il a été convenu d'attendre les résultats complémentaires des prochaines campagnes de mesures de concentration atmosphériques et des mesures des diffus pour procéder à la reprise du calage du modèle de l'ERS.

Pour l'année 2024, la surveillance environnementale a été confiée directement à EVADIES. Celle-ci se déroule sur les mêmes deux points récepteurs, DP2 et Cité des Teaux.

Les campagnes de mesures des dépôts sont réalisées pendant quatre semaines sur les différentes saisons hivernale, printanière, estivale et automnale, avec l'analyse des poussières totales et métaux (Cd, Cr, CrVI, Hg, Mn, Ni). La première campagne s'est déroulée sur le mois d'avril 2024.

Les deux campagnes de mesures dans l'air ambiant sont réalisées pendant un mois par des mesures hebdomadaires des PM10 et des métaux (Cd, Cr, CrVI, Hg, Mn, Ni) par préleveurs séquentiels. La première campagne a débuté le 26/06/2024.

Lors de la seconde campagne de surveillance 2024 (fin juin-juillet), un problème est survenu sur un appareil de mesure situé sur la zone du DP2 et captant les PM10 et métaux (hors CrVI). En effet, seul le filtre de la première semaine (26/06 au 03/07/2024) est exploitable, les autres n'ayant pas été passés dans l'appareil. Le second appareil captant le CrVI a bien fonctionné, ainsi que ceux situés au niveau de la cité des Teaux. Le prélèvement a été prolongé de 2 semaines sur la zone du DP2 pour les PM10 et métaux mais une seule semaine de prélèvement sera commune sur les deux points de mesure. Il est à noter que lors du dysfonctionnement du DP2 en juillet, le prélèvement n'était pas opérationnel sur la zone DP2.

Ainsi, l'exploitant a procédé à 4 campagnes couvrant chaque saison entre mars 2024 et février 2025 sur 2 stations de mesure (4 campagnes de mesures des dépôts atmosphériques et 2

<p>campagnes de mesures dans l'air ambiant en été et hiver). Il a transmis à l'inspection les rapports de surveillance environnementale de ces 4 campagnes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le 30/07/2024 pour la surveillance de mars-avril 2024,</li> <li>- le 4/12/2024 pour la surveillance de juin-juillet 2024,</li> <li>- le 24/02/2025 pour la surveillance d'octobre-novembre 2024,</li> <li>- le 18/07/2025 pour la surveillance de janvier-février 2025.</li> </ul> <p>L'analyse des <u>dépôts annuels moyens</u> met en évidence les constats suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Faibles teneurs en PM10 sur les 2 stations et inférieures aux teneurs modélisées ;</li> <li>- Cd, Hg et CrVI non détectés ;</li> <li>- Teneurs en Cr, Mn et Ni plus significatives, notamment avec des concentrations moyennes Cr et Ni au-delà des teneurs modélisées plus marquées sur la station 1.</li> </ul> <p>Les mesures dans l'<u>air ambiant</u> mettent en évidence les constats suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Faible empoussièrement, en dessous de la ligne directrice de l'OMS (PM10 à 15 µg/m3) ;</li> <li>- Teneur moyenne en Cd faible et respectant la valeur cible de qualité ;</li> <li>- Cr, Mn, Ni et CrVI observés en quantité plus importantes, en particulier sur la station 1 mais restant sous les niveaux modélisés ;</li> <li>- Impact en Ni plus marqué sur la campagne hivernale, participant au dépassement de la valeur cible de la concentration moyenne annuelle en Ni (20,6 ng/m3 pour une cible à 20).</li> </ul> <p><b>Le programme de surveillance suggère un impact du site sur l'environnement local pour le Cr, Mn, Ni et CrVI, diminuant rapidement avec la distance.</b></p> <p><b>L'exploitant a reconduit sur 2025-2026 le même programme de surveillance environnementale avec les dernières campagnes sur mars-avril puis juin-juillet 2025.</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b>L'exploitant doit réaliser une surveillance environnementale sur 2025-2026 selon les mêmes modalités que 2024-2025. Il devra transmettre les résultats de la campagne 2025 sous 4 mois. La surveillance pourra évoluer en 2026 en fonction des résultats obtenus.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 6 : Matériel de lutte contre l'incendie**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/01/2017, article 8.7.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incendie</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 30/01/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 05/08/2024</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'établissement doit être doté de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :</p> <p>&gt; un réseau d'eau public ou privé alimentant des bouches ou des poteaux d'incendie de 100 mm de diamètre dont un est implanté à 200 mètres au plus près de l'établissement, d'un modèle incongelable et comportant des raccords normalisés. Ce réseau ainsi que si nécessaire les réserves d'eau de l'établissement sont capables de fournir le débit nécessaire à l'alimentation simultanée des robinets d'incendie armés (RIA) et à l'alimentation, à raison de 60 m³/heure chacun, des poteaux</p>

<p>ou</p> <p>bouches d'incendie DN 100 ;</p> <p>&gt; des extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés ;</p> <p>&gt; un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;</p> <p>&gt; des plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours.</p> <p>L'établissement dispose également des moyens suivants décrits dans l'étude des dangers :</p> <p>&gt; de plusieurs systèmes d'alarme incendie ;</p> <p>&gt; de plusieurs systèmes d'extinction automatique d'incendie ;</p> <p>&gt; de plusieurs systèmes de détection automatique d'incendie.</p> <p>Les installations sont aménagées de façon à éviter toute perte de temps ou tout incident susceptible de nuire à la rapidité de mise en œuvre des moyens des sapeurs-pompiers.</p> <p>Les matériels doivent être maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.</p> <p>L'usage du réseau d'eau incendie est strictement réservé aux sinistres et aux exercices de secours et aux opérations d'entretien ou de maintien hors gel de ce réseau.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a précisé que l'alimentation en eau potable de l'usine est faite via deux réseaux distincts :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- route de Chapdes pour le secteur haut de l'usine et,</li> <li>- rue des Villas pour le bas de l'usine.</li> </ul> <p>Les contrôles des poteaux incendie de mai 2024 ont montré des débits trop faibles pour ceux situés sur la partie basse de l'usine et des débits conformes pour le haut de l'usine.</p> <p>Les deux réseaux (haut et bas de l'usine) ont été interconnectés et l'ouverture de la vanne d'interconnexion a permis de renforcer l'alimentation des poteaux du bas de l'usine avec une mise en oeuvre en 15 min maximum. Pour éviter tout risque de casse ou fuite sur les réseaux d'eau potable, cette vanne ne pourra rester ouverte en permanence. Celle-ci a été identifiée physiquement et référencée dans les fiches réflexes du POI et la procédure sera testée au cours des différents exercices hebdomadaires avec les DOI et équipiers de seconde intervention.</p> <p>L'exploitant a réalisé un contrôle des poteaux incendie en juin 2024 avec la vanne d'interconnexion ouverte. Les pressions statiques (m<sup>3</sup>/h) pour l'ensemble des PI sont conformes ; par contre, les pressions dynamiques (m<sup>3</sup>/h sous 1 bar) sont conformes sauf pour les PI n°11 Direction et n°17 Laminier pour lesquels le débit n'est que de 55 m<sup>3</sup>/h au lieu de 60 m<sup>3</sup>/h.</p> <p><b>Les actions menées par Aubert &amp; Duval ont permis de mettre en conformité 7 poteaux incendie sur les 10 présents sur site (dont 1 non testé).</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 7 : Installations électriques

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66-A</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Installations électriques</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 30/01/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 05/02/2025</li> </ul>

**Prescription contrôlée :**

Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique. La conception, la réalisation et l'entretien des installations électriques conformément à la norme NFC 15-100 dans sa version en vigueur permettent de répondre aux exigences.

L'implantation des lignes et cheminement est réalisée de manière à éviter leur dégradation par les matières entreposées.

Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques.

**Constats :**

Le jour de l'inspection, l'exploitant a indiqué que 100 % des contrôles électriques ont été réalisés en 2024.

Pour 2025, les contrôles ont déjà été menés sur 4 mois et il reste encore 2 secteurs à réaliser.

L'exploitant ajoute les NC dans la GMAO au fur et à mesure de la réception des rapports de l'organisme de contrôle. L'outil de suivi des anomalies et de leur traitement est paramétré pour une correction des NC priorité 1 dans l'année suivant sa détection. Cependant ce délai est difficile à tenir sur les installations électriques avec l'organisation actuelle. En effet, l'établissement cherche à recruter une vingtaine de personnes au service maintenance. A date, 767 NC de priorité 1 sont identifiées dont 43% ont été traités.

Pour corriger un plus grand nombre d'anomalies, le service maintenance souhaite tester un mode de planification des actions similaires à celui en place sur les aspects mécaniques / hydrauliques : planification des corrections des NC électriques en mois M+1 permettant d'impliquer aussi les équipes de dépannage dans la réalisation des actions.

**Type de suites proposées :** Sans suite